

DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS

Le développement des médias dans les régions en conflit, les pays en transition et les sociétés fermées



Impression

EDITEUR

Deutsche Welle
53110 Bonn
Allemagne

AUTEURE

Nadine Jurrat

RESPONSABLE

Christian Gramsch

EDITÉ PAR

Helmut Osang

PUBLIÉ EN

Septembre 2016

© DW Akademie

"Le développement des médias dans les régions en conflit, les pays en transition et les sociétés fermées" © Deutsche Welle, 2020. Basé sur : Nadine Jurrat, "Media development in regions of conflict, transitional countries, and closed societies" (2016) publié par la Deutsche Welle. Traduction et édition : Ali Farhat et Sophie Serbini.

Le papier utilisé pour cette publication est fabriqué à partir de bois provenant de forêts européennes gérées durablement. Aucun engrais ou pesticide n'a été utilisé.

DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS

Le développement des médias dans les régions en conflit, les pays en transition et les sociétés fermées

“ La liberté de la presse n’est pas un luxe qui peut attendre l’arrivée de jours meilleurs. Au contraire, elle fait partie intégrante du processus susceptible de conduire à des jours meilleurs.

Koïchiro Matsuura, Message du directeur général de l'UNESCO lors de la Journée mondiale de la liberté de la presse en 2004

Conten

Le développement des médias dans les régions en conflit, les pays en transition et les sociétés fermées	6
Les arguments pour et contre le soutien aux médias libres dans les zones de conflit, les États fragiles et les sociétés fermées	8
Mettre en balance la sécurité et le besoin d'informations précises dans les zones de conflit	8
Quelle quantité d'informations libres une société fracturée peut-elle supporter dans les États fragiles ?	10
Sociétés fermées – des approches créatives au sein des régimes autoritaires	11
Les catastrophes naturelles – associer méthodes traditionnelles et nouvelles	12
Comment ces défis sont-ils relevés ?	14
Approches pratiques au niveau international	14
Campagne mondiale contre l'impunité	14
L'éducation aux médias et à l'information (EMI)	15
Approches locales et régionales	16
Renforcement des compétences	16
Les médias en exil	17
La sécurité des journalistes	18
Permettre aux journalistes de travailler dans un cadre juridique sûr et sécurisé	18
Soutenir les structures locales et régionales de l'écosystème médiatique	19
Soutien individuel aux journalistes agressés et aux reporters en danger	19
Conclusion	19
Quelques définitions pour ce rapport	20
État fragile	20
Société fermée	20
Journaliste citoyen	20
Documentation	21

Le développement des médias dans les régions en conflit, les pays en transition et les sociétés fermées

Ce document explore le rôle que les médias et les journalistes professionnels indépendants peuvent jouer dans des circonstances où la survie même des gens peut dépendre d'informations fiables sur les factions en conflit, la violence ou les missions de sauvetage. Il examine également les approches qui ont été testées à la lumière des défis majeurs auxquels est confrontée la communauté internationale de développement des médias tant au niveau local que régional. Ces efforts visant à encourager un journalisme de qualité en tant que bien public peuvent soutenir la réalisation d'autres droits de l'homme. Un environnement médiatique professionnel et pluraliste ne fournit pas seulement les informations nécessaires pour survivre au jour le jour, il peut également maximiser les chances de dialogue et contribuer aux processus de réconciliation et de transformation politique. Il est possible d'affirmer que la coopération au développement des médias dans les zones de conflit et dans les pays à régime autoritaire est indispensable. Cependant, elle se heurte également aux plus grands obstacles tels que atteindre les bonnes personnes, être efficace et assurer la sécurité de tous les acteurs concernés.

Alors que les premières initiatives de développement des médias se sont concentrées sur le soutien à la transition vers la démocratisation et le capitalisme de marché en Amérique latine à la fin des années 1980 et en ex-URSS au début des années 1990, le besoin urgent de développer des médias dans les zones de conflit et de post-conflit est devenu évident après le rôle de catalyseur joué par un certain nombre de stations de radio locales lors du génocide rwandais en 1994 et par la télévision d'État serbe durant la guerre des Balkans, qui ont activement contribué au meurtre de centaines de milliers de personnes. Un phénomène qui n'est malheureusement pas récent, les médias ayant déjà été utilisés à maintes reprises pour inciter à la violence et à des fins de propagande. Néanmoins, dans le domaine alors très jeune du développement des médias, cela a rappelé que les médias ne sont pas automatiquement une force positive. Par conséquent, le champ d'action a été élargi, pour faire en sorte que les personnes travaillant dans les médias soient conscientes de leurs responsabilités et jouent un rôle neutre, voire positif, en fournissant des informations objectives et en contextualisant les développements afin que les populations touchées puissent prendre des décisions en connaissance de cause (Howard 2009 ; Puddephatt 2006).

Depuis, la nature des conflits ainsi que celle de nos environnements médiatiques ont changé de manière spectaculaire. Les progrès technologiques - plus particulièrement l'arrivée d'Internet et l'utilisation croissante des téléphones portables - ont modifié le paysage médiatique international, permettant aux informations d'être diffusées plus largement, et donnant à un nombre beaucoup plus important de personnes la possibilité d'influencer l'actualité mondiale. L'Overseas Development Institute (2012) prévoit une utilisation quasi universelle du téléphone d'ici 2025. De nouveaux acteurs, tels que les journalistes citoyens et les activistes des médias, ont fourni certaines des images et des informations-clés provenant de

régions déchirées par la guerre ou d'États autoritaires que les journalistes professionnels n'ont pas pu obtenir. Dans le même temps, le nombre de nouveaux médias en ligne et hors ligne s'est multiplié, à mesure que les coûts de production et d'édition ont diminué, enlevant ainsi le monopole de la diffusion de l'information aux médias diffuseurs et à la presse écrite traditionnels. Depuis 1989, les médias nationaux et communautaires privés, financés par des donateurs, ont prospéré dans de nombreux pays en développement, bien que des régimes autoritaires comme le Zimbabwe, Cuba ou l'Éthiopie ont gardé un contrôle étroit sur le nombre et la nature des médias (Deane 2013, 7).

Alors que la plupart des guerres couvertes par les médias au XXe siècle se déroulaient entre deux ou plusieurs États-nations, la majorité des soulèvements violents depuis la chute du mur de Berlin ont été des conflits internes, de nature ethnique ou religieuse, ou dus à la violence de groupes d'insurgés ou du crime organisé (Howard 2009, 3). Aussi différentes que puissent être les raisons et la dynamique des conflits en cours dans des pays comme l'Afghanistan, le Mexique ou la Somalie, elles ont toutes véritablement affaibli l'État de droit, créé un climat d'impunité et se sont étendues au-delà des frontières nationales.

Cela a eu un impact direct sur la sécurité des journalistes, classant le journalisme comme une profession à haut risque dans de nombreuses régions du monde, au même titre que le fait d'être un soldat ou de travailler dans la construction en altitude. Selon Reporters Sans Frontières (RSF) et le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), les attaques contre les journalistes sont en augmentation, surtout ces dernières années. Selon les recherches du CPJ, entre 1992 et mai 2015, plus de 1125 reporters ont été tués directement en raison de leur travail. Contrairement à la croyance selon laquelle beaucoup d'entre eux étaient des reporters de guerre, 87 % étaient en fait

des journalistes locaux vivant et travaillant dans des pays qui ne sont officiellement pas en guerre, comme les Philippines, le Mexique ou la Russie. Des fonctionnaires corrompus, des organisations criminelles et des hommes ou femmes d'affaires influents sont considérés comme étant les instigateurs de leurs meurtres (CPJ 2015 ; Simon 2015a, 126).

Directeur du CPJ, Joel Simon (2015a) voit un lien direct entre l'accès accru aux technologies de l'information par une plus grande partie de la population mondiale et l'augmentation des attaques contre la presse. Autrefois, les reporters étaient considérés comme un outil par les dictateurs, les chefs de guerre et autres factions violentes pour transmettre leur version des faits au monde extérieur par le biais des médias. Dans un monde digitalisé, où tout le monde peut télécharger une photo ou poster en quelques secondes un commentaire potentiellement visible par des millions de personnes, les journalistes n'ont plus ce rôle privilégié. Par ailleurs, ces chefs d'État ou dirigeants de groupes violents communiquent via les réseaux sociaux, ou créent leur propre canal médiatique numérique, utilisent les médias financés par l'État ou achètent un journal local, ce qui leur donne un contrôle total sur les informations diffusées à leur sujet et sur leurs actions. Les États plus riches, tels que la Chine ou la Russie, créent leurs propres chaînes d'informations internationales pour diffuser un point de vue soutenu par l'État, ce qui politise l'information et le journalisme dans son ensemble. En outre, ils sapent la légitimité des journalistes qui jouent le rôle de garde-fous de la société. La plupart des acteurs non étatiques, qu'il s'agisse de l'« État islamique » ou des cartels mexicains de la drogue, ont aujourd'hui une stratégie médiatique assez sophistiquée. Les journalistes indépendants ne sont donc plus des atouts utiles, mais sont considérés comme des obstacles qu'il faut réduire au silence.

En outre, les journalistes ainsi que les ONG de développement des médias sont de plus en plus souvent ciblés par le piratage et la surveillance en ligne. Depuis 2014, le CPJ a désigné l'espace numérique comme l'un des dix endroits les plus dangereux pour les journalistes, aux côtés de la Syrie et de l'Égypte. Sur les 221 journalistes recensés par le CPJ en 2014, 50 % d'entre eux travaillaient en ligne (CPJ 2014).

Les outils numériques ont non seulement été utilisés pour découvrir les sources ou les enquêtes des journalistes, mais aussi pour discréditer les reporters auprès de leurs pairs et de la société qu'ils servent. Cette méthode est particulièrement populaire dans les régimes autoritaires. En outre, ces derniers menacent et tentent d'isoler les journalistes d'investigation en les emprisonnant sur la base d'accusations inventées de toutes pièces, qui n'ont généralement aucun rapport avec leurs reportages, notamment des accusations de fraude fiscale ou de trafic de drogue.

Azerbaïdjan: un faux emprisonnement et une campagne de diffamation

L'un des exemples les plus récents est celui de la célèbre journaliste azerbaïdjanaise Khadija Ismailova. Son pays est devenu de plus en plus restrictif et emprisonne ses journalistes indépendants les plus influents ainsi que les voix de l'opposition depuis 2014. Ismailova, qui était connue pour ses enquêtes sur les affaires de corruption de l'élite politique de son pays, a été arrêtée en décembre 2014 en étant accusée de fraude fiscale, de détournement de fonds et d'autres infractions pénales. Pendant des années, le gouvernement a tenté de la discréditer, ce qui a abouti à la mise en ligne d'une vidéo de nature privée (RSF 2014). Cette vidéo avait été filmée avec des caméras installées secrètement dans son appartement. Outre son emprisonnement, il va sans dire que sa réputation en tant que reporter, mais surtout en tant que femme, a été sérieusement entachée dans une société aussi traditionnelle que la société azerbaïdjanaise. Dans des pays sans institutions judiciaires indépendantes, les reporters comme Ismailova sont à la merci de ceux qui sont au pouvoir, qui utilisent de manière arbitraire les lois de leur pays pour réduire les critiques au silence. Grâce à l'intense pression internationale et aux efforts juridiques de groupes de défense des droits de l'homme et de la liberté de la presse, Ismailova a fini par être libérée en mai 2016. Beaucoup d'autres journalistes sont toujours derrière les barreaux.

La remise en question de la crédibilité des journalistes est devenue une stratégie courante, non seulement dans les régimes autoritaires, mais aussi dans les régions contrôlées par le crime organisé. La division de la communauté des médias indépendants et des ONG de la liberté de la presse a été si efficace dans de nombreux pays qu'au final, les journalistes ou les défenseurs de la liberté de la presse ne se font guère confiance ; de fait, il est impossible de mettre en place des structures locales visant à améliorer la liberté d'expression. Les médias à la botte des régimes tout comme les journalistes non professionnels à la formation moindre et qui n'ont que peu d'intérêt dans leur rôle et leurs responsabilités contribuent à jouer le jeu du « diviser pour mieux régner ». Il est également plus difficile pour les ONG internationales de développement des médias de trouver des partenaires locaux adéquats.

En essayant de porter atteinte à la crédibilité des journalistes, les régimes autoritaires créent au sein de la société une sorte de méfiance envers les journalistes et les médias profession-

nels et indépendants, les rendant encore plus susceptibles d'être victimes de la propagande du régime ou autres groupes autoritaires qui contrôle le flot d'informations. Dans certains pays d'ex-URSS, notamment la Russie, cette stratégie s'est avérée particulièrement efficace. Les enquêtes journalistiques et les points de vue divergents concernant les développements politiques ont été soit marginalisés, soit complètement réduits au silence. Ce qui a pour effet de polariser la société et d'interdire tout espace de discussion entre points de vue opposés. Même si la constitution du pays protège la liberté d'expression, ces lois peuvent être interprétées à la légère par un système judiciaire politisé ou corrompu lorsque les personnes au pouvoir se sentent attaquées dans leurs entreprises politiques ou économiques (Simon 2015a, 54-62).

Il n'est donc pas surprenant de voir que la tentative d'inclure la liberté d'expression dans les objectifs de développement durable (ODD) a donné lieu à de nombreuses discussions et négociations avec quelques Etats membres des Nations Unies, principalement la Russie et la Chine. L'objectif 16.10., qui vise à « garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux » dans le cadre de l'ODD 16, est un bon début, bien qu'il reste vague dans sa formulation et laisse la porte ouverte à des interprétations diverses.

Dans les régions dites « fragiles », c'est-à-dire là où l'Etat a perdu de son influence et l'information est contrôlée par des chefs de guerre, des insurgés ou encore des cartels de drogue, même un événement banal comme un accident de la route ou un mariage peut avoir de graves conséquences pour un professionnel des médias désireux de couvrir ledit événement, si jamais cela concerne quelqu'un issu de la classe dirigeante. Ceci entraîne une peur endémique chez les journalistes, qui se tournent alors vers l'auto-censure, une mesure protectrice pour eux-mêmes ainsi que leurs familles.

En conséquence, les trous noirs de l'information qui en résultent dans de nombreuses régions du monde font que les locaux ne peuvent recevoir les informations nécessaires pour prendre des décisions en connaissance de cause quant à leur vie quotidienne. En outre, les initiatives locales, ainsi que la communauté internationale, n'ont aucune preuve écrite de l'évolution de la situation dans ces zones, et ont ainsi que peu de raisons d'agir.

Les arguments pour et contre le soutien aux médias libres dans les zones de conflit, les États fragiles et les sociétés fermées

Mettre en balance la sécurité et le besoin d'informations précises dans les zones de conflit

Un citation bien connue dit que la vérité est la première victime de la guerre. Cela est perpétué par le fait que l'information

est étroitement contrôlée par les factions belligérantes. Les médias indépendants sont souvent fermés - de force, ou par pression politique ou économique - et remplacés par des médias manipulés, qui servent les intérêts des différents groupes impliqués dans un conflit. On empêche les reporters locaux et internationaux indépendants de faire leur travail. Ceux qui parviennent à filmer ou à rendre compte de ce qui se passe le font souvent au péril de leur vie. Même s'ils parviennent à quitter une zone de conflit sains et saufs, ils sont souvent confrontés au syndrome de stress post-traumatique (SSPT) lorsqu'ils retournent à leur vie quotidienne.

Il y a peu encore, les cadres juridiques internationaux n'accordaient aucune protection particulière aux journalistes en temps de guerre. Les conventions de Genève et leurs protocoles additionnels se contentaient de classer les journalistes comme des civils, qui devaient donc bénéficier des mêmes protections que ces derniers, c'est-à-dire « ne pas être délibérément pris pour cible, détenus ou autrement maltraités » (UNESCO 2004). Le 27 mai 2015, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité la résolution 2222 qui, pour la première fois, demandait « aux États Membres d'instaurer et de préserver, en droit et en fait, des conditions de sécurité permettant aux journalistes, aux professionnels des médias et aux membres du personnel associé de faire leur travail de façon indépendante et sans ingérence excessive en période de conflit armé ». C'était également la première fois que le Conseil de sécurité soulignait le rôle important du journalisme libre et impartial, qui peut contribuer à la protection des civils.

La résolution 2222 des Nations unies a été adoptée alors que le nombre de journalistes attaqués et tués dans des zones de conflit ne cesse d'augmenter ces dernières années. « Les données compilées sur les deux dernières décennies montrent clairement que les journalistes travaillant dans des zones de conflit sont beaucoup plus susceptibles d'être assassinés que de marcher sur une mine antipersonnel » (Simon 2015a, 177). Étant donné que de nombreuses zones de guerre sont devenues trop dangereuses pour les journalistes occidentaux, les médias internationaux s'appuient désormais de plus en plus sur des reporters locaux.

Il existe des arguments selon lesquels, en l'absence d'institutions de régulation telles qu'un système judiciaire indépendant ou un médiateur pour détecter et sanctionner les discours de haine, et éventuellement en l'absence d'une tradition de libre expression, la promotion de médias libres et indépendants ne fera qu'exacerber la méfiance et les tensions existantes, conduisant ainsi à plus de violence, comme on l'a vu au Rwanda ou dans les Balkans au milieu des années 1990 (Putzel et van der Zwan 2006 ; Puddephatt 2006). Par conséquent, certains acteurs ont tendance à être prudents lorsqu'il s'agit d'introduire des initiatives de développement des médias dans les zones de conflit, car non seulement les équipements de production et de dif-

fusion pourraient tomber dans les mains de groupes violents, mais toutes les personnes concernées pourraient aussi courir de grands risques. Cet argument est également fréquemment utilisé par les personnes au pouvoir durant un conflit, pour justifier le contrôle des médias, voire leur fermeture complète.

Ceci étant, le journaliste et universitaire canadien Ross Howard (2003b, 8) décrit dans ses travaux comment la recherche a montré que la communication est vitale lorsqu'on essaie de résoudre un conflit, que ce soit entre deux ou plusieurs personnes, factions politiques ou États. Cette communication doit être libre et transparente, et un média professionnel et socialement responsable peut soutenir ce processus, en offrant un espace de dialogue entre les groupes opposés. Si les conflits doivent être résolus sur le long terme, la société dans son ensemble doit alors participer au processus de réconciliation. Pour cela, elle a besoin d'informations fiables, précises et impartiales, ce qui est rare lorsque les conflits sont également instrumentalisés via les médias. Un média libre et pluraliste « facilitera l'expression non violente des conflits - qui fait partie des flux et reflux de toute société démocratique » (Puddephatt 2010, 15).

La Déclaration de Belgrade de l'UNESCO, qui résume les résultats de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2004, stipule que l'instauration de « la liberté d'expression exige qu'il y ait des médias indépendants et pluralistes, capables de rendre compte indépendamment du contrôle gouvernemental, politique et économique. La liberté d'expression exige qu'il y ait des médias indépendants et pluralistes, capables de rendre compte indépendamment du contrôle gouvernemental, politique et économique ». Elle appelle toutes les autorités mandatées par la communauté internationale pour administrer les zones de conflit et de post-conflit à « promouvoir et défendre la liberté des médias et les autres droits de l'homme - et non les restreindre », et met en garde contre « la confusion entre les informations indépendantes et la propagande qui appelle à la violence ».

La déclaration décrit également un ensemble de principes qui devraient être suivis lors de la définition de stratégies de développement des médias dans les zones de conflit et de post-conflit, comme la priorité à la sécurité des journalistes, la fin de la culture de l'impunité, l'encouragement à la participation active des groupes vulnérables, le soutien d'un média pluraliste ou encore la promotion de l'éducation aux médias et à l'information. Cette déclaration met également l'accent sur le fait que les journalistes « ne devraient pas être cantonnés au rôle de pacificateurs ».

Lorsque des projets de développement des médias sont introduits dans des zones de conflit, comme cela a été le cas ces dernières années dans des pays comme l'Irak, l'Afghanistan, la Syrie ou le Soudan du Sud, le rôle des médias doit être soigneu-

sement étudié. Les journalistes formés et les médias créés sont-ils essentiellement pour informer la population sur les opérations de secours, les risques sanitaires ou les questions de sécurité ? Les médias devraient-ils activement aider à trouver des solutions à un conflit donné, comme l'envisage le journalisme de paix ? Ou bien est-ce que les médias devraient simplement essayer de rendre compte, en donnant la parole à toutes les parties, de l'évolution du conflit et de la manière dont celui-ci affecte les différentes parties de la société ?

Le journalisme de paix, qui a été promu par un certain nombre d'universitaires et de journalistes occidentaux qui ont été témoins des atrocités de la guerre dans les Balkans, demande aux reporters et aux rédacteurs en chef de plaider activement en faveur de la paix en choisissant de faire des reportages qui favorisent la résolution des conflits. Il repose sur le principe que « le journalisme met en évidence et encourage les conflits violents de manière inhérente ou intentionnelle par son traitement des questions » (Howard 2009, 9). Cependant, cela a rendu un certain nombre de journalistes et d'universitaires mal à l'aise par rapport à leur rôle, considérant qu'il s'agit là de prendre parti, et donc de saper le rôle et la légitimité du journalisme à servir le public et à agir comme garde-fou pour la société (Howard 2009).

Howard, qui a été à l'avant-garde du développement d'un journalisme sensible aux conflits, estime que les journalistes professionnels ne peuvent et ne doivent pas s'efforcer de résoudre les conflits lorsqu'ils couvrent les guerres, mais qu'ils peuvent seulement aider les gens à comprendre que « le conflit se trouve derrière toute cette violence » (Howard 2003b, 5). Des reportages précis et sensibles aux raisons sous-jacentes et à la dynamique du conflit aident les personnes directement touchées à prendre des décisions éclairées sur leur vie quotidienne et leur avenir. Ces reportages sont également essentiels pour les efforts d'aide humanitaire, tant pour la population locale que pour les organisations d'aide internationale. Mais si les médias peuvent avoir des effets positifs sur le processus de réconciliation, ils « doivent maintenir leurs normes essentielles de précision, d'équité et d'objectivité, ainsi que de conduite responsable » (Howard 2009, 12).

Comme de plus en plus de recherches montrent que des médias professionnels et impartiaux sont essentiels à la réconciliation et à une paix durable, les initiatives de développement des médias se sont multipliées. Elles vont aujourd'hui de la formation au journalisme sensible aux conflits à des initiatives médiatiques qui sont au service des personnes déplacées internes (PDI) et qui traitent le PTSD de manière responsable.

Faire face au PTSD au Pakistan

Au Pakistan, la DW Akademie travaille avec les universités locales situées dans les régions en conflit, c'est-à-dire les zones tribales du Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan, pour inclure le journalisme sensible aux conflits, la sécurité numérique et le traitement du PTSD dans leurs programmes d'études journalistiques. Dans ces régions, la population locale n'a qu'un accès limité à des informations fiables, en raison du manque d'objectivité dans les reportages des organismes publics de radiodiffusion mais aussi à cause de la propagande des groupes extrémistes, mais aussi parce que les journalistes n'ont pas été suffisamment préparés à rendre compte des conflits et à en traiter les conséquences sur leur vie personnelle. En collaboration avec le Dart Center for Journalism and Trauma et l'Université de Peshawar, la DW Akademie a mis en place le tout premier centre de traumatologie du pays, qui offre un soutien psychologique professionnel aux reporters affectés, ainsi qu'un programme de conseil préventif aux médias et journalistes locaux.

Quelle quantité d'informations libres une société fracturée peut-elle supporter dans les États fragiles?

Depuis le 11 septembre 2001, presque tous les gouvernements occidentaux, dont le Royaume-Uni, les États-Unis et l'UE (Deane 2013, 4) ont défini comme priorité le soutien aux donateurs pour des mesures de construction dans les États fragiles, puisqu'il est attendu que plus de la moitié des plus pauvres dans le monde vivront dans ces régions d'ici 2018 (OCDE 2013, 1). Ces pays ont tendance à avoir été déstabilisés par des conflits violents au cours de leur histoire récente, que cela soit un conflit interne à caractère sectaire, ethnique ou autre, soit par une guerre avec un autre pays. Le risque de flambée de violence reste élevé dans ces pays.

Les États fragiles sont ceux qui ont le plus de difficultés à atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Avec une structure étatique brisée, une corruption endémique et des divisions ethniques ou sectaires, ces États posent également un problème de sécurité pour la communauté internationale, car ils servent de cachettes et de terrains d'entraînement aux réseaux terroristes et au crime organisé. Tous les ans, de plus de plus de civils quittent ces États pour chercher refuge dans des pays voisins plus stables, en Europe ou aux États-Unis.

Mis en place par l'OCDE en 2011, le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles officialise le soutien des donateurs inter-

nationaux et donne des principes directeurs sur la manière de légitimer la politique, d'établir et de renforcer la sécurité des populations, ainsi que sur la manière de développer les économies locales. Les initiatives de développement des médias ne se trouvent cependant pas au premier plan de ce programme.

Certains chercheurs ont fait valoir l'argument qu'une presse indépendante et non réglementée ferait plus de mal que de bien dans les États fragiles, divisant encore plus une société déjà fracturée tout en faisant obstacle aux mesures de construction de l'État. Dans le contexte des politiques néo-libérales qui ont dominé l'aide au développement dans les années 1980 et 1990 et celui de la privatisation de nombreux médias publics qui a suivi, James Putzel et Joost van der Zwan (2006, 2) estiment que « le développement d'un environnement médiatique ouvert et libre, comme d'autres projets libéraux, nécessite la présence d'un État fort qui comprend, entre autres, un environnement juridique et judiciaire qui fonctionne bien et qui est capable d'avoir des freins et contrepoids ». Les donateurs devraient donc donner la priorité à l'aide visant à « soutenir la formation d'un État fonctionnel ». Quant aux médias, ils doivent être soutenus dans le but de contribuer à la création d'institutions étatiques faibles, voire inexistantes.

L'augmentation mondiale de l'utilisation de la technologie mobile et de l'accès à l'information et aux réseaux sociaux via Internet, en particulier parmi les jeunes générations, combinée à l'expansion rapide du secteur de la radiodiffusion et de la presse écrite, ainsi qu'à des paysages médiatiques de plus en plus fragmentés, ont apporté une nouvelle dimension aux arguments en faveur du renforcement de la liberté professionnelle des médias dans les États fragiles. Dans son document d'orientation pour la BBC Media Action, James Deane (2013, 3) affirme que « de telles transformations libèrent une énergie démocratique sans précédent, avec des conséquences politiques et sociales favorables ... Conçu pour minimiser le risque de division et maximiser les possibilités de dialogue, le soutien aux médias dans les États fragiles devrait être mis plus en évidence dans l'assistance à ces États ».

Le soutien à la création d'un paysage médiatique professionnel et pluraliste est donc essentiel pour offrir un espace de discussion à une société polarisée et fracturée, ainsi que pour renforcer une identité commune, ce qui est considéré par de nombreux experts comme la base de toute réconciliation. Dans les pays où les structures gouvernementales ont été affaiblies ou sont inexistantes, le rôle des médias en tant que frein et contrepoids est particulièrement crucial, bien que les expériences des initiatives de développement des médias en Angola, en Tanzanie et en Sierra Leone ont montré que les médias indépendants sont principalement considérés par les populations locales comme un espace de discussion. Dans une note d'information politique évaluant le travail de BBC Media Action dans ces pays, Rebecca Stringer écrit que la responsabilisation des détenteurs du pouvoir n'a pas été considérée comme une priorité, en raison du manque de compréhens-

sion « du fonctionnement du gouvernement et de leur propre rôle dans le processus politique » (2014, 19). Les projets soutenant une utilisation responsable des médias peuvent également permettre aux gens de contribuer activement à la reconstruction de leur pays et encourager la participation politique, étant donné que les partis politiques devraient pouvoir communiquer librement avec l'électorat. Les médias ne doivent pas être contrôlés par l'État, ni même fermés, car « cela pourrait conduire à une nouvelle montée de la colère dans la cocotte-minute de la fragmentation politique » (Deane 2013, 25). De nos jours, les gens ne dépendent plus des médias traditionnels ou de l'État pour recevoir et transmettre des informations. Les jeunes, notamment, utilisent la technologie mobile pour communiquer avec leurs pairs et s'organiser, surtout dans les États fragiles, où les personnes de 15 ans et moins représentent en moyenne près de 40 % de la population (OCDE 2013). Les groupes extrémistes et autres groupes violents profitent également de cette situation, en ciblant les jeunes par le biais des réseaux sociaux et en manipulant les informations. Il est donc important de contrer cette propagande en faisant des reportages objectifs (Deane 2013).

En Ouganda, de nouvelles formes de participation à la radio

En Ouganda, 78 % de la population a moins de 30 ans. Pourtant, ces personnes n'ont pas toujours la possibilité de jouer un rôle actif dans les processus de décision politique. La DW Akademie et ses partenaires locaux ont donc développé un nouveau logiciel (conçu pour être utilisé avec les téléphones portables de base) permettant aux jeunes, en particulier aux femmes, de contribuer aux discussions tenues dans les émissions de radio établies dans le pays ainsi que sur les radios partenaires de la DW. En outre, les médias, les journalistes et les blogueurs ougandais sont formés au reportage éthique et responsable, en plus de leur rôle de gardiens d'une société démocratique.

Bien évidemment, le risque que les médias renforcent les divisions existantes demeure, en ne servant que « leurs » communautés par exemple, comme on l'a vu en Irak depuis la chute de Saddam Hussein (Simon 2015a). La mesure dans laquelle ils sont susceptibles d'agir simplement comme porte-parole de dirigeants ethniques, politiques ou religieux dépend de l'histoire, de la culture et de la situation financière d'un pays donné, et surtout de la disponibilité de reporters dévoués et courageux (Deane 2013). Ou, comme le dit à juste titre Simon (2015a, 25-26), « Les médias ne sont généralement pas plus biaisés, sous-développés ou polarisés que le reste de la société ; c'est pourquoi il est irréaliste et injuste d'attendre des médias qu'ils soient au-dessus de toutes les autres institutions ».

Les premières recherches menées par BBC Media Action (Deane 2013) ont toutefois montré que les médias ont certes été une force de réconciliation et de dialogue, mais qu'ils ont aussi attisé les tensions existantes en Afghanistan, en Irak ou encore en Somalie – bien qu'il faille mener des recherches plus approfondies sur le rôle des médias dans les États fragiles. Les défenseurs des droits des médias et de la liberté de la presse encouragent donc une stratégie de développement claire pour comprendre, établir et encourager des médias professionnels libres et pluralistes dans les États fragiles, afin de soutenir la construction de l'État et de responsabiliser les dirigeants.

Sociétés fermées – des approches créatives au sein des régimes autoritaires

Dans les sociétés fermées, les initiatives visant à promouvoir l'indépendance des journaux et le pluralisme des médias nécessitent des approches très créatives. Comme les régimes autoritaires craignent qu'une presse libre n'entraîne des actions qui sapent leurs pouvoirs politiques et économiques, ils contrôlent toute information à l'intérieur de leur pays, et persécutent lourdement ceux qui tentent de contester cette situation par des campagnes de diffamation, des restrictions économiques, des emprisonnements ou bien des attaques physiques. Grâce à un accès plus facile et plus large à Internet, il est devenu de plus en plus difficile de contrôler la libre circulation de l'information. Seulement, des pays comme l'Ouzbékistan, l'Iran ou le Belarus parviennent toujours à censurer les informations et les réseaux sociaux qui ne leur plaisent pas. La Chine et la Russie ont également réussi à inonder Internet de nouvelles approuvées par l'État sans que le citoyen lambda ne s'en aperçoive (Simon 2015b).

Il s'agit là d'un grand défi, notamment en raison du risque potentiel pour la sécurité personnelle des militants des droits de l'homme, des travailleurs des ONG et des journalistes locaux. Directeur des médias européens à Human Rights Watch, Andrew Stroehlein estime que les bailleurs de fonds et les ONG ne devraient pas être dissuadés par ces mesures restrictives, mais devraient plutôt se concentrer sur des initiatives qu'il est encore possible de mettre en œuvre dans les circonstances actuelles. Ces stratégies de sauvetage devraient maintenir les compétences et l'intégrité journalistiques, jusqu'à ce qu'un pays s'ouvre à des formes de gouvernement plus démocratiques. « Comme dans d'autres secteurs de l'économie, on ne peut pas laisser les médias se flétrir et mourir, puis s'attendre à ce qu'ils ressuscitent d'une manière ou d'une autre lorsque le régime sera parti, et créer instantanément des institutions professionnelles à partir de rien. » (Stroehlein 2006, 145)

Responsable du développement des médias dans les sociétés fermées au sein du programme de journalisme indépendant de l'Open Society Foundations (OSF) pendant de nombreuses années, Marie Struthers ajoute dans une interview qu'avec

les changements technologiques rapides et leurs effets sur la pratique journalistique, il est nécessaire de « veiller à ce que les normes professionnelles soient maintenues au niveau du monde extérieur et que les collègues des sociétés dites “fermées” soient en contact régulier avec les professionnels travaillant dans les sociétés libres et “en transition” ». Cela permet également de briser l'isolement et de sensibiliser la communauté journalistique internationale aux défis auxquels ces reporters sont confrontés. Afin de s'assurer qu'il existe un noyau d'experts prêts à revenir dans le pays une fois qu'il sera ouvert, les syndicats de journalistes en exil et les experts en matière de législation sur les médias reçoivent un soutien régulier de l'OSF. La formation au journalisme pour les jeunes est également encouragée, afin de garantir l'existence d'un groupe de professionnels à moyen et long terme.

Dans certains pays autoritaires, en particulier ceux de l'ex-URSS, des mesures visant à améliorer l'infrastructure des médias et la formation journalistique ont été prises au cours des premières années du développement des médias internationaux. En conséquence, un groupe de journalistes formés continue à travailler depuis les pays où ils sont en exil, en créant des journaux, des radios, des télévisions ou des sites d'information en ligne après avoir été persécutés dans leur pays d'origine. Étant donné que la dynamique sous-jacente des développements politiques et sociaux se retrouve souvent au-delà des frontières des États et que les journalistes se sentent de plus en plus menacés par les responsables gouvernementaux pour leurs reportages, cela se produit maintenant de plus en plus au niveau régional. Partager les enquêtes avec des collègues de pays voisins et les publier simultanément peut réduire les risques à titre personnel pour les journalistes, ainsi qu'améliorer la qualité de la recherche. Cela favorise également les échanges professionnels, et contribue à briser l'isolement dans lequel beaucoup de journalistes se trouvent.

Quelques ONG, telles que Media in Cooperation and Transition (MiCT), tentent d'impliquer activement les régimes autoritaires ou leurs médias publics dans leur travail. Il s'agit toutefois d'une stratégie très contestée. Au cours des dernières années, MiCT a formé des journalistes nord-coréens au reportage sportif, des journalistes iraniens travaillant pour des médias d'État aux normes journalistiques internationales, et a encouragé un dialogue médiatique entre les journalistes d'Iran et d'Allemagne, le tout en accord avec les gouvernements respectifs. Les critiques affirment que cela légitime les contraintes systématiques à la liberté d'expression et la persécution des journalistes indépendants de ces régimes. Dans son examen de 2014/2015, le MiCT (2015, 5) décrit que « nous continuons à être d'avis, cependant, que le dialogue a plus de chances de mobiliser le mouvement et le développement que l'exclusion ; cependant, cela reste à débattre ! »

Dans les pays où la possibilité de travailler avec des journalistes locaux est limitée, des initiatives ont été prises pour former des

reporters sur des questions (de prime abord) non politiques, en particulier dans le domaine du reportage d'affaires. L'actualité économique étant florissante au niveau mondial, les journaux économiques et les services d'information comme Caixin ("Les nouvelles de l'argent") en Chine ou The Source au Zimbabwe bénéficient d'une plus grande liberté dans leurs reportages d'investigation que leurs pairs dans les autres médias. Bien qu'ils découvrent régulièrement des cas de corruption dans leurs enquêtes, ces médias sont cependant toujours considérés comme étant moins menaçants par le régime (Podesta 2014), l'une des raisons étant bien évidemment le besoin croissant d'investissements étrangers pour stabiliser l'économie locale. Comme les investisseurs exigent de la transparence sur le fonctionnement du marché local et que « les sociétés ... sont fréquemment en proie à la corruption et au secret (les deux étant étroitement liés) », les médias peuvent contribuer à l'équilibre nécessaire des pouvoirs, note Andrew Puddephatt dans un document de politique générale de l'Agence suédoise pour le développement international (2010, 13). « La liberté d'expression et l'accès à l'information (et les médias indépendants comme moyen de les soutenir et de les faciliter) peuvent être promus comme antidote à la corruption par les fonctionnaires qui, sinon, sont souvent incapables de dissimuler leur corruption à la machine centrale du gouvernement/du parti », suggère Puddephatt (2010, 13-14). « Toutefois », prévient-il, « il faut éviter de faire référence à la promotion des droits de l'homme, car cette stratégie ne s'est pas avérée efficace » (2010, 15).

Les catastrophes naturelles – associer méthodes traditionnelles et nouvelles

Lorsqu'une catastrophe naturelle a lieu, elle ne se contente pas de tuer et de détruire les moyens de subsistance de milliers de personnes. Elle provoque souvent un black-out de l'information, étant donné que les équipements de production et de réception tels que les radios ou les téléviseurs sont endommagés, les journalistes blessés ou tués, et les médias existants étant incapables de répondre aux demandes de communication des communautés touchées, des agences de secours et des organisations de sécurité. C'est particulièrement le cas dans les pays où le paysage médiatique est déjà fragile, comme en Haïti ou au Népal, ou dans des régions où il n'existait auparavant aucun média indépendant, comme au Cachemire et au Khyber Pakhtunkhwa, la province de la frontière du Nord-Ouest (Pakistan) avant le tremblement de terre qui a frappé la région en 2005. Se référant aux conséquences immédiates du tremblement de terre au Pakistan, Adnan Rehmat (2006, 150-151) explique comment cela « présentait le paradoxe classique : les nouvelles concernant la catastrophe et ses conséquences étaient diffusées dans le monde entier, mais les personnes touchées [...] n'avaient aucun moyen de savoir ce qui se passait, ce qu'il fallait faire ou comment obtenir de l'aide », ce qui les rendait dépendantes du bouche à oreille, qui s'est vite transformé en rumeur et en désinformation. Néanmoins, une straté-

gie médiatique en réponse à une catastrophe naturelle n'a que récemment été mise à l'ordre du jour des opérations de secours, même dans les pays développés (Wall 2012).

La première fois que les organisations d'aide humanitaire ont officiellement coordonné leurs efforts avec les ONG de développement des médias, c'était lors du tremblement de terre qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010, puis lors de l'épidémie de choléra qui a suivi 10 mois plus tard. Cette coordination des efforts s'est faite par le biais du nouveau réseau intitulé « Communication avec les communautés sinistrées » (CDAC), composé d'organisations de développement des médias et d'aide humanitaire. Parmi les principales leçons tirées du tsunami de 2004 et de l'ouragan Katrina en 2005, celles que de nombreux décès auraient pu être évités si les médias avaient été utilisés de manière plus constructive pour envoyer des alertes et informer sur les efforts de secours. En outre, une note d'information de 2008 du BBC World Service Trust (aujourd'hui BBC Media Action) décrit comment, en général, les agences d'aide humanitaire se concentraient sur les efforts de secours mais négligeaient de communiquer des informations aux communautés touchées, ce qui aurait pu sauver des vies, tout comme l'eau, la nourriture, les abris et l'aide médicale (Wall 2012).

En Haïti, c'était également la première fois qu'on faisait appel (à grande échelle) à une association de technologies de communication traditionnelles et nouvelles - une méthode déjà utilisée par les journalistes dans de nombreux pays en développement ; le meilleur exemple étant la diffusion de programmes radio en ligne (Wall 2012). Cela a facilité une communication à double sens entre les organismes d'aide humanitaire et les communautés touchées, en aidant à retrouver les personnes disparues, à diriger les gens vers des abris d'urgence et des services alimentaires, et à mobiliser des gens pour les efforts de reconstruction.

Les communications via les réseaux sociaux et d'autres services en ligne ont également permis à la diaspora haïtienne d'être tenue informée des disparitions et/ou de la mort de parents et d'amis. En outre, la diaspora a mis en place un énorme soutien financier et pratique, essentiellement depuis les États-Unis, qui allait des traductions aux services de cartographie au soutien émotionnel, une « fonction cruciale qui a été largement ignorée par les différents intervenants à l'échelle mondiale » (Wall 2012, 5).

Une évaluation réalisée par Internews et BBC Media Action sur les initiatives de développement des médias en Haïti (Nelson et Sigal 2010) a montré que si les nouvelles technologies, telles que l'envoi de SMS ou la cartographie interactive en ligne, avaient amélioré l'information nécessaire pour dresser sur une carte l'ampleur de la destruction et répondre de manière adéquate aux besoins des populations touchées, c'était la radio qui restait le moyen le plus efficace à moyen et long terme pour fournir des informations sur les efforts de secours et de reconstruction, les avis de santé publique et les approvisionne-

ments alimentaires d'urgence. La radio reste le média auquel la plupart des gens ont accès, les stations communautaires et commerciales étant florissantes dans de nombreuses régions du monde. Les émissions peuvent atteindre un grand nombre de personnes, ou des personnes dans des régions éloignées. De plus, les postes de radio sont abordables, ou peuvent facilement être partagés par une communauté. Depuis lors, les organisations de développement des médias se sont concentrées sur la reconstruction des services de radio, la production de programmes avec des journalistes locaux, sans oublier la distribution de postes de radio aux communautés touchées. Ces efforts sont soutenus par des enquêtes d'audience sur les besoins d'information, la mise en place de centres médiatiques pour les journalistes locaux et internationaux, ainsi que la cartographie de l'état des médias pour les futurs efforts de reconstruction (Nelson et Sigal 2010).

Un certain nombre d'ONG de développement des médias, dont Internews, BBC Media Action et International Media Support (IMS), ont désormais développé une capacité de réponse humanitaire, et sont inscrites sur la liste des organisations de secours auxquelles on peut faire appel en cas de catastrophe naturelle. D'autres agences, telles que la Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR) ou le Bureau de la coordination de l'aide humanitaire des Nations unies (BCAH) ont reconnu l'importance d'une communication fiable dans le cadre des efforts de secours immédiats (Wall 2012, 2).

Les rapports de suivi et les enquêtes menées par des médias indépendants peuvent également garantir que les efforts de reconstruction sont coordonnés et soulagent réellement les souffrances des communautés locales, et ce bien longtemps après que les organismes d'aide humanitaire ont quitté le pays. Cela profite à la communauté locale ainsi qu'aux donateurs internationaux, en garantissant que les fonds atteignent leur destination prévue et ne se retrouvent pas sur les comptes de fonctionnaires corrompus.

Ils peuvent également offrir des forums de discussion aux personnes concernées. Dans le nord du Pakistan, les stations de radio qui ont été créées pour fournir des informations aux communautés locales au lendemain du tremblement de terre ont été les premiers médias indépendants de la région offrant une diversité de points de vue et une plate-forme de débat, et ce bien au-delà des efforts de secours. Cependant, les donateurs n'ont pas toujours fait preuve d'un engagement à long terme, se contentant de fournir des fonds juste pour les efforts de secours - et non également pour la reconstruction -, manquant ainsi des occasions de tirer profit de l'équipement et de la formation fournis, ainsi que de la confiance obtenue des communautés locales.

Dans les régions où le paysage médiatique indépendant et pluraliste était fragile ou inexistant au départ, un vide d'information dans la sphère publique s'est créé ; un vide qui peut être comblé par des opinions extrémistes. En ce qui concerne

le Pakistan post-séisme, Rehmat (2006, 153) se souvient que « la leçon la plus frappante que nous avons apprise (...) fut que l'arrêt brutal des stations [de radio] d'urgence, en l'absence d'une émergence parallèle d'un secteur commercial de diffusion, a limité la prolifération des messages modérés. (...) Les plateformes qui contrebalançaient les voix de l'intolérance religieuse ne fonctionnaient plus ».

Les efforts de secours dans les communautés touchées par une catastrophe naturelle ont créé de nouvelles formes de collaboration entre divers acteurs commerciaux et humanitaires, aux niveaux local et international, notamment les ONG de développement des médias, les organisations d'aide humanitaire, les fournisseurs de réseaux sociaux, les télécommunications et le secteur des (nouvelles) technologies. Une coordination forte et des échanges permanents peuvent garantir que les synergies nouvellement mises en place améliorent la réponse aux catastrophes futures dans son ensemble. Reste à voir dans quelle mesure elles peuvent également être appliquées à d'autres environnements difficiles, tels que les zones de conflit, les États fragiles ou les sociétés fermées.

Comment ces défis sont-ils relevés?

Approches pratiques au niveau international

L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme évoque le droit de « chercher, recevoir et répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ». La dernière partie de cette phrase, en particulier, est plus que jamais d'actualité lorsqu'il s'agit de préserver la liberté d'expression, car l'ère de l'Internet et de la technologie mobile a clairement éliminé l'idée de « frontière ».

Campagne mondiale contre l'impunité

L'un des problèmes sous-jacents les plus graves concernant les attaques contre les journalistes et le droit à la liberté d'expression est la culture de l'impunité. « Une culture de l'impunité existe lorsque ceux qui refusent aux autres leur droit à la liberté d'expression le font, tout en sachant qu'il est peu probable qu'ils aient à répondre de leurs actes » (IFEX 2015). Dans neuf cas sur dix, lorsqu'un journaliste est tué, aucun auteur n'est condamné (IFEX 2015).

Bien évidemment, l'impunité n'est pas seulement un problème qui concerne les journalistes, mais un problème pour n'importe quelle société. En effet, l'impunité légitime le meurtre, qui est la forme de censure la plus violente, et encourage les autres à utiliser cette « méthode » pour résoudre leurs différends, ce qui conduit à un cycle de violence et à un climat de peur et d'intim-

idation. Pour les journalistes, l'autocensure ou l'exil sont souvent les seuls moyens de rester en sécurité (ou en vie), laissant ainsi les acteurs violents prendre le contrôle total de l'information qui est rapportée aux communautés locales et au monde extérieur.

Les journalistes étant aux avant-postes de la liberté d'expression, les membres internationaux, régionaux et locaux de l'Échange international de la liberté d'expression (IFEX) ont lancé une campagne mondiale contre l'impunité en 2011. S'appuyant sur une campagne régionale contre l'impunité en l'Amérique latine, menée par l'Association interaméricaine de la presse (IAPA) depuis 1995, les principaux objectifs de l'IFEX sont de sensibiliser le public à la gravité de la situation et de faire pression sur les gouvernements des États et les Nations unies pour que ceux qui s'en prennent aux journalistes ou à d'autres personnes exprimant leurs idées soient traduits en justice. Pour ce faire, toutes les attaques contre les journalistes sont documentées et, en cas de meurtre, des ONG locales et internationales suivent (le cas échéant) les progrès des enquêtes criminelles.

Grâce à la participation de ses membres, la campagne a fait des progrès considérables depuis son lancement, en plaçant la question à l'ordre du jour mondial. « Après des années d'indifférence, la communauté internationale a commencé à s'attaquer au problème de l'impunité », écrit Simon (2015a, 179), dont l'organisation CPJ, avec d'autres comme Reporters Sans Frontières, l'Institut International de la Presse ou encore l'IAPA, a été en première ligne pour faire pression sur les Nations unies et les gouvernements nationaux sur cette question.

Les conséquences ne se sont pas faites attendre : en 2013, l'ONU a déclaré le 2 novembre comme Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes contre les journalistes, et toutes les résolutions traitant de la sécurité des journalistes ont inclus la question de l'impunité. La résolution 2222 du Conseil de sécurité demande au Secrétaire général des Nations unies d'inclure dans ses rapports sur les conflits armés des informations sur la sécurité des journalistes et les attaques contre la presse. En outre, elle souligne « la responsabilité des États de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international pour mettre fin à l'impunité et poursuivre les responsables de violations graves du droit international humanitaire ».

En 2012, le Plan d'action des Nations unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité a été approuvé par le Conseil exécutif des Nations unies. Élaboré en étroite collaboration avec les ONG de défense de la liberté de la presse, il vise à œuvrer à « la création d'un environnement libre et sûr pour les journalistes et les travailleurs des médias dans les situations de conflit tout comme de non-conflit, en vue de renforcer la paix, la démocratie et le développement dans le monde » (UNESCO

2012, 2). Le plan de mise en œuvre, qui est supervisé par l'UNESCO, présente une liste de mesures visant à coordonner les mécanismes inter-agences au niveau des Nations unies pour faire face aux menaces contre les journalistes, « en aidant les pays à élaborer une législation et des mécanismes favorables à la liberté d'expression et d'information, et en soutenant leurs efforts pour mettre en œuvre les règles et principes internationaux existants » (UNESCO 2012, 2), en se concentrant notamment sur l'Irak, le Népal, le Pakistan et le Soudan du Sud.

En pratique, ces actions des Nations unies n'entraîneront pas automatiquement la fin des attaques contre les journalistes ou de l'impunité du jour au lendemain. Simon (2015a, 179) note qu'« en fin de compte, les crimes devront être poursuivis par des gouvernements nationaux, qui n'ont ni la volonté politique ni la capacité de réduire la violence ». Les actions menées au niveau des Nations unies permettent toutefois de sensibiliser le public et de donner aux acteurs locaux et internationaux une base pour leurs efforts de sensibilisation. Simon pense qu'en se concentrant sur quelques pays où la situation est la plus grave, la volonté politique peut être obtenue avec le soutien d'agences internationales telles que l'ONU. De plus, il faudrait également apporter un soutien pratique et moral à ceux qui veulent enquêter sur les meurtres de journalistes. Pour Simon, « l'objectif est de créer une dynamique dans laquelle l'échec de la résolution d'un crime entraîne un coût politique direct pour le gouvernement au pouvoir, du moins en termes de réputation internationale » (2015a, 127).

L'éducation aux médias et à l'information (EMI)

Pour qu'une société puisse attaquer en justice ceux qui s'en prennent aux journalistes, elle doit avant tout valoriser l'indépendance des journalistes de reportage et d'investigation. Malheureusement, il est devenu de plus en plus difficile pour les professionnels des médias indépendants de tenir le cap et de défendre leur légitimité dans une société participative. Les raisons sont multiples : le nombre croissant de médias sensationnalistes et cooptés dans certains pays, des clichés selon lesquels les reporters acceptent des pots-de-vin, sans oublier les groupes violents et les régimes répressifs qui tentent - et réussissent - à discréditer les journalistes responsables par des campagnes de diffamation et des accusations criminelles truquées.

L'éducation aux médias et à l'information (EMI) pourrait être considérée comme une approche permettant de contrebalancer cette situation. Bien qu'elle ait été promue par l'UNESCO depuis la déclaration de Grunwald en 1982, elle a récemment bénéficié d'un regain d'attention. En 2013, plus de 300 organisations de 80 pays ont formé l'Alliance mondiale pour les partenariats sur la maîtrise de l'information et des médias (GAPMIL) sous les auspices de l'UNESCO et en collaboration avec des acteurs du développement des médias comme IREX ou OSF,

et ce afin d'approfondir les stratégies régionales et internationales en matière d'EMI. Alors que l'EMI ne concernait traditionnellement que la compréhension des médias d'information par l'utilisateur final, elle inclut désormais, à l'ère numérique, également les moyens de « créer des contenus de qualité et de les distribuer », afin de permettre aux gens de « faire partie de la société dans son ensemble » (Burgess 2013, 3).

Une approche de l'EMI fondée sur les droits de l'homme, telle qu'élaborée par Reineck et Lublinski de la DW Akademie (2015), englobe trois parties prenantes : premièrement, le gouvernement, qui doit fournir un environnement favorable aux citoyens pour qu'ils puissent exercer leur droit à la formation et à la liberté d'expression, ainsi qu'aux journalistes pour qu'ils puissent travailler en toute sécurité ; deuxièmement, les citoyens eux-mêmes, qu'ils soient consommateurs d'informations ou producteurs, des reporters professionnels aux journalistes citoyens ou aux personnes ordinaires qui chargent des informations ou font des commentaires sur les forums, qui devraient pouvoir savoir de quelles informations ils ont besoin pour leur vie quotidienne ainsi que où et comment y accéder et les distribuer ; et troisièmement, les médias, qui servent d'intermédiaires entre ces deux groupes ainsi qu'entre les citoyens, en ayant un accès privilégié aux sources d'information et en encourageant les discussions.

Selon l'UNESCO, « l'autonomisation des personnes par l'éducation aux médias et à l'information (EMI) est une condition préalable importante pour favoriser un accès équitable à l'information et au savoir, pour promouvoir des médias et des systèmes d'information libres, indépendants et pluralistes ». Reineck et Lublinski (2015,5) ajoutent que cela accroît « l'autonomie individuelle et la solidarité collective dans la société ... agissant ainsi comme un catalyseur, pour l'amélioration du reportage journalistique, des organisations éditoriales et du système médiatique dans son ensemble ».

En regardant de près les programmes des ONG et les dépenses des donateurs, il apparaît que les programmes d'éducation aux médias sont de plus en plus considérés comme un aspect important du développement des médias (Burgess 2013). L'UNESCO soutient cette tendance, avec un programme modèle pour les enseignants du monde entier et des lignes directrices pour les médias diffuseurs, afin d'encourager le public à produire des contenus de meilleure qualité, entre autres choses. Il comprend également des ateliers pour les fonctionnaires et le personnel militaire des sociétés fermées, des pays en transition ou des zones de conflit (qui ont souvent considéré les journalistes comme étant l'ennemi, sur le rôle et les responsabilités d'un média libre, ainsi que des campagnes publiques. D'autres ONG ont également organisé des ateliers pour améliorer les compétences technologiques, créer des clubs de médias dans les écoles, ou encore des radios ou des magazines étudiants.

Pour que cette approche globale porte ses fruits à long terme, la collaboration avec d'autres organisations, celle du secteur de l'éducation par exemple, est essentielle. Même dans les sociétés fermées, où les possibilités de travail de développement des médias sont particulièrement limitées, l'EMI offre un point d'entrée possible, car un nombre croissant de régimes autoritaires ont réalisé la nécessité pour leurs citoyens d'acquérir les compétences technologiques nécessaires pour accéder à l'information en ligne (Reineck et Lublinski, 2015).

Approches locales et régionales

Les approches suivantes ont été adoptées au niveau local et régional pour accroître la résilience des journalistes face aux dangers auxquels ils pourraient être confrontés dans les sociétés fermées, les zones de conflit et les États fragiles. Un thème transversal est le soutien des femmes journalistes, à la fois en tant que bénéficiaires de mesures de développement, tout en examinant la manière dont les femmes sont représentées et les questions de genre couvertes dans les médias.

Il faut garder en tête qu'aucune de ces approches n'est un projet autonome qui permettra de renforcer la liberté d'expression ainsi que les médias professionnels indépendants. Afin de contribuer à l'établissement d'un paysage médiatique pluraliste et responsable, il faut mettre en avant des projets qui proposent un mélange de différentes activités de soutien, et ce à différents niveaux.

Renforcement des compétences

La formation des reporters, des cameramen (hommes et femmes) et des photographes qui ont des compétences journalistiques est au cœur d'une grande partie du travail de développement des médias, et ce depuis le début. Après tout, les journalistes qualifiés sont la pierre angulaire d'un média de qualité, notamment dans les régions où l'accès à la formation journalistique est très coûteux, où les écoles sont trop éloignées, où les détenteurs du pouvoir excluent certaines parties de la société de l'enseignement, ou encore où la formation est tout simplement inexistante en raison de conflits ou de régimes répressifs. De fait, les cours sur les normes et les responsabilités journalistiques ont apporté une contribution essentielle à l'existence des médias indépendants.

Plus récemment, cette formation traditionnelle a été étendue au contenu numérique. Des modules de formation plus spécifiques ont été proposés, tels que le data journalism, les outils de réseaux sociaux, le journalisme multimédia ou le journalisme sensible aux conflits, comme décrit ci-dessus. En outre, des bourses et des stages auprès de médias diffuseurs internationaux (parmi lesquels la Deutsche Welle) et de la presse écrite

ont été ajoutés (Myers 2012). Étant donné que de plus en plus de journalistes citoyens contribuent à l'actualité mondiale, des sessions de formation sur mesure ont également été organisées pour permettre à ces acteurs de fournir un contenu de qualité, en particulier dans le monde arabe.

La formation dispensée par les ONG occidentales a longtemps été critiquée pour être trop orientée sur les principes occidentaux et ne pas intégrer les réalités politiques, culturelles et pratiques des stagiaires venant de pays autoritaires ou de zones de crise. Le fait d'inviter des journalistes sélectionnés en Europe ou aux États-Unis pour des sessions de formation, souvent pour les protéger et leur permettre d'avoir accès à certains formateurs, plus expérimentés, « peut entraîner une grande frustration et des conséquences loin d'être positives » (Myers 2012, 15), car les stagiaires ne peuvent mettre en pratique aucun des principes de journalisme responsable et précis dans leur pays d'origine, où ils doivent faire face à des salaires peu élevés, à l'absence d'un cadre juridique réel pour les protéger et de médias qui adhèrent à ces principes. Les fonds nécessaires à la création de leur propre média sont de plus en plus souvent fournis par des prestataires de formation, mais ils doivent souvent être sollicités en passant par des systèmes de collecte de fonds et un cauchemar bureaucratique auxquels la plupart des journalistes ne sont pas formés. Même si les coûts de production sont bien inférieurs à ce qu'ils étaient il y a quelques années, les salaires et les locaux de production doivent encore être payés et, dans certains pays, du personnel de sécurité doit être engagé.

Les sessions de formation pour les journalistes individuels sont de plus en plus souvent organisées dans le pays et dans les langues locales ou, lorsque cela est trop dangereux pour les participants, dans les pays voisins. Cela est non seulement plus rentable, mais permet également de tenir la formation dans un contexte plus spécifique au pays ou à la région. Se déroulant dans des zones de conflit ou des sociétés fermées, elle offre également la possibilité aux journalistes, en particulier au nombre croissant de free-lance qui travaillent de manière indépendante, d'échanger leurs expériences et de créer de nouveaux réseaux et des enquêtes communes. Pour que l'effet de la formation soit multiplié, des sessions de formation de formateurs ont été proposées aux anciens participants de l'atelier. Cependant, les critiques ont longtemps averti que ces formations relativement courtes et ponctuelles ne donnent pas aux journalistes la possibilité de progresser dans le temps. Suite aux études de cas de BBC Media Action en Ouganda, au Bangladesh, en Syrie, au Soudan du Sud et au Cambodge Mary Myers (2012, 27) conclut que « ce type de formation, bien que souvent populaire auprès des bailleurs de fonds, a rarement un impact à long terme, et tend à créer une classe de stagiaires qui quittent invariablement leur journal ou leur organisme de radiodiffusion peu de temps après avoir été formés, souvent tentés par des emplois mieux payés dans des sociétés de relations publiques et des organismes d'aide humanitaire ».

Il y a de plus en plus de formations journalistiques qui sont proposées en ligne, ce qui permet à un plus grand nombre de journalistes du monde entier d'avoir accès à certains formateurs parmi les plus expérimentés. Le Knight Center for Journalism in the Americas a été le pionnier des MOOC (Massive Open Online Courses, Cours d'enseignement diffusé sur Internet) en matière de renforcement des capacités journalistiques - des cours en ligne ouverts et massifs qui sont organisés pour être suivis sur une période spécifique. Ils sont généralement gratuits et ouverts à des milliers de personnes, couvrant des sujets allant du data journalism au journalisme d'investigation à l'ère numérique en passant par le journalisme d'entreprise.

En outre, il est devenu très important d'élargir le champ des compétences des maisons de presse dans leur ensemble, en offrant une formation aux éditeurs et aux gestionnaires, ainsi qu'un soutien technique. Se référant à des interviews de journalistes dans ses études de cas, Myers (2012, 22) décrit comment « les personnes de la profession qui ont été interrogées ont estimé que les médias forts sont plus susceptibles de tenir bon face aux menaces que les plus faibles ».

Un soutien technique innovant est essentiel pour permettre aux journalistes de diffuser des informations dans des zones de conflit où les équipements de diffusion ont été soit détruits, soit contrôlés par les pouvoirs en place, qui peuvent mettre en danger les journalistes qui tentent de transmettre des programmes radio. L'émetteur radio portable Pocket FM est un bon exemple. Développé par MICT et la société de design IXDS, il coûte un prix raisonnable, fonctionne sans alimentation électrique externe, sans téléphone ni infrastructure Internet, donnant ainsi aux journalistes des zones en crise et des régions éloignées la possibilité de continuer à émettre. Ressemblant davantage à un récepteur radio qu'à un émetteur, il peut être installé dans des maisons privées sans être immédiatement détecté, et nécessite un code personnel pour être mis en route, ce qui diminue les chances qu'il soit utilisé par d'autres à des fins de propagande.

En Libye, où le secteur des médias s'est pratiquement effondré depuis la chute du régime Kadhafi en raison de l'instabilité croissante, la DW Akademie et l'Institute for War and Peace Reporting (IWPR) ont mis en place une agence de presse virtuelle dans le Cloud, et ce afin de garantir la diffusion en toute sécurité de contenus de qualité provenant de journalistes basés dans toutes les régions de Libye et d'origines ethniques diverses. Pour ce faire, plus de 60 journalistes ont été formés sur des questions telles que le reportage sensible aux conflits et la sécurité personnelle. Des équipes de rédaction ont été constituées et formées à la vérification des faits et des sources. Ces journalistes peuvent ensuite télécharger leur contenu vers l'agence de presse en Cloud, qui sera accessible à un public national et international (DW Akademie 2015).

Les médias en exil

Une autre approche pour soutenir les médias dans les pays où il est trop dangereux pour les journalistes indépendants de travailler - que ce soit dans une société fermée, un état fragile ou une zone de guerre - est le soutien des médias en exil, pour continuer à fournir aux citoyens du pays ainsi qu'à la diaspora autant d'informations que possible sur les développements politiques et sociaux dudit pays. Il existe dans le monde une cinquantaine de médias en exil, qui publient pour la plupart en ligne (pour des questions de rentabilité). Il y a aussi une poignée de journaux papier en exil, comme *The Zimbabwean*, qui est basé à Londres, des stations de radio comme la Radio européenne pour la Biélorussie qui émet depuis la Pologne, ou encore la Radio syrienne *Rozana* basée à Paris, sans oublier les chaînes de télévision en exil comme la télévision azerbaïdjanaise *Meydan TV* qui a des studios de production à Berlin. Elles sont toutes dirigées par des journalistes professionnels et sont devenues des voix influentes au sein de la diaspora ainsi qu'à l'intérieur de leurs pays respectifs (Ristow 2011).

Ces médias sont confrontés à plusieurs défis majeurs : l'éloignement par rapport au pays dont ils traitent ou encore l'accès limité à l'information. Il y a aussi la question de sécurité : celle du média, celle des journalistes travaillant sous couverture, sans oublier la sécurité numérique - les régimes des pays qu'ils couvrent essayant de les réduire au silence. La plupart des médias sont confrontés à des campagnes de diffamation régulières. Des campagnes qui visent à les discréditer aussi bien sur le plan professionnel que personnel. Plus un média en exil devient influent et a du succès, plus il est menacé d'être attaqué et de devoir fermer, comme ce fut le cas pour *Uznews.net*, qui a dû s'arrêter après presque 10 ans d'existence, lorsque le régime ouzbek a piraté le compte e-mail du rédacteur en chef et publié des informations confidentielles, y compris les noms de journalistes sous couverture.

L'isolement est un autre problème auquel sont confrontés de nombreux journalistes en exil, qui n'ont pas accès à des formations ou aux possibilités d'échanger leurs expériences avec leurs collègues. Pour aider ces journalistes à sortir de cet isolement, des forums de médias en exil et des sessions de formation régulières sont organisés par l'OSF et l'Institut des médias Fojo. L'intégration des médias en exil dans les maisons de presse établies, telles que le Bureau de Téhéran du *Guardian*, est un autre moyen d'accroître la sécurité et de diffuser l'information à un public plus large.

Lorsqu'un pays s'ouvre et décide d'effectuer une transition vers la démocratie, comme ce fut le cas récemment pour le Myanmar (ex-Birmanie), les journalistes formés et les médias en exil peuvent retourner dans leur pays et contribuer à la mise en place d'un paysage médiatique pluraliste qui respecte

les normes internationales de qualité du journalisme, notamment l'objectivité, la pluralité des voix et des sources, la vérification des faits, l'exactitude et l'équité. En mars 2011, après cinq décennies de régime autoritaire, le gouvernement du Myanmar a mis en place des cadres juridiques pour autoriser les médias privés et garantir le travail libre des journalistes, du moins en théorie. Dans la pratique, les journalistes ressentent toujours les répercussions du gouvernement sur les reportages qui sont critiques, et doivent se familiariser avec ces nouvelles libertés, en s'appuyant, entre autre, sur leurs expériences antérieures de reportage objectif, de journalisme sensible aux conflits et d'inclusion des voix des minorités. Les personnes au pouvoir doivent également apprendre à travailler avec une presse indépendante (IMS 2014 ; Deutsche Welle 2015). Ce processus ne s'est bien sûr pas déroulé sans heurts, et les quelques journalistes qui avaient été formés en exil avant 2011 n'ont pu entièrement combler le vide qui existe encore dans le paysage médiatique en plein essor du Myanmar. Le développement antérieur des médias avec des journalistes et d'autres experts des médias en exil a toutefois contribué à une transition plus douce, car les journalistes qualifiés ont pu rester dans la profession, se familiariser avec les normes internationales du journalisme et aider le Ministère de l'information à élaborer des politiques conformes aux normes internationales en matière de liberté des médias. Reste à voir dans quelle mesure la communauté des journalistes en exil réussira à s'intégrer sur le long terme dans la communauté médiatique locale.

La sécurité des journalistes

Comme décrit ci-dessus, la sûreté et la sécurité des journalistes sont toujours compromises dans de nombreux pays à travers le monde. L'International News Safety Institute (INSI), une association composée de sociétés internationales de médias, de syndicats de journalistes et d'ONG de développement des médias, plaide en faveur de la sécurité des journalistes et, depuis 2004, propose une formation sur les environnements hostiles et conseille les journalistes qui travaillent dans des zones de conflit.

Le Rory Peck Trust et l'initiative Reporters Instructed to Safe Colleagues (RISC) ont fait des efforts pour rendre cette formation souvent très coûteuse accessible aux freelances, qui couvrent de plus en plus les endroits les plus dangereux au monde, car les budgets en baisse ne permettent pas aux médias établis de maintenir des correspondants étrangers dans toutes les zones de crise. Par définition, les freelances travaillent rarement en équipe, et ne reçoivent pas toujours le soutien des médias qui leur ont confié leur mission. C'est pourquoi des ONG comme l'INSI, le CPJ, RSF et le Rory Peck Trust ont publié sur leurs sites web des conseils sur la sécurité personnelle et numérique, et certaines de ces ONG organisent même des débats en direct sur le sujet.

En février 2015, plus de 20 organismes de presse et ONG ont signé un « Appel mondial pour des principes et des normes de sécurité », qui décrit les responsabilités des journalistes avant et pendant une mission dans une zone dangereuse, ainsi que les responsabilités des rédactions envers leurs correspondants. Cet appel invite également les organes de presse à offrir les mêmes dispositions aux free-lance avec lesquels ils travaillent qu'à leur personnel.

Si les formations aux environnements hostiles sont devenues une condition préalable pour la plupart des reporters travaillant dans les zones de crise pour les médias internationaux, il existe encore un grand nombre de journalistes qui n'y ont pas accès. De plus, bien que très adaptée aux zones de guerre, la formation standard à l'environnement hostile, qui couvre les situations de prise d'otages, la reconnaissance des armes et les premiers secours, n'inclut pas les problèmes auxquels les reporters des États fragiles sont confrontés dans leur pays. Seuls quelques cours, dont une formation d'une semaine offerte par Article 19 Mexique et Amérique centrale, adoptent une approche holistique de la sécurité, couvrant la sécurité physique et numérique, les effets psychologiques de la couverture d'une crise, les aspects juridiques (y compris le droit des journalistes), ainsi que le lien entre le journalisme éthique et la sécurité. Des appels ont été lancés pour intégrer tous ces aspects dans la formation journalistique standard lorsque cela est possible, en particulier dans les pays fragiles.

Permettre aux journalistes de travailler dans un cadre juridique sûr et sécurisé

Pour que les médias indépendants puissent se développer, l'environnement juridique qui protège la liberté d'expression et les droits des journalistes doit être intact. Outre la campagne mondiale pour mettre fin à l'impunité, des groupes internationaux et nationaux de défense de la liberté de la presse ont mené des actions de plaidoyer aux niveaux local et régional auprès des gouvernements des États ainsi qu'auprès d'organismes régionaux, tels que l'Organisation des États américains (OEA), la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) ou encore l'Union européenne (UE). Ainsi, l'OEA, la CADHP et l'OCDE ont nommé des rapporteurs spéciaux pour la liberté d'expression. Ces derniers surveillent la législation dans leurs États membres respectifs, et qui font régulièrement rapport au conseil de l'organisation sur l'état de la liberté d'expression.

En outre, des ONG locales et internationales se sont efforcées de consulter les gouvernements nationaux et les instances judiciaires sur la réforme de la législation relative aux médias et les mécanismes de protection des journalistes en danger. C'est le cas dans des pays comme le Myanmar, la Tunisie et le Mexique. Tout succès dans la pratique réelle de ces réformes et de ces mécanismes dépend évidemment de la volonté politique

des personnes au pouvoir, qui n'est pas toujours aussi franche dans la pratique qu'elle l'est dans les déclarations officielles.

Au niveau local, l'Initiative de défense juridique des médias (MLDI) a défendu des journalistes, des blogueurs et des médias indépendants poursuivis dans leur pays. La MLDI a également formé des avocats du monde entier sur la manière de poursuivre ce travail.

Soutenir les structures locales et régionales de l'écosystème médiatique

Les donateurs internationaux ont également soutenu des syndicats de journalistes locaux, des ONG de développement des médias et des écoles de journalisme pour permettre aux structures locales et régionales de fonctionner dans des contextes locaux et de s'adapter à l'évolution de ces contextes. Ces institutions sont également des partenaires essentiels pour les acteurs internationaux du développement des médias, afin de mener à bien des projets dans les pays, projets qui doivent être à terme délégués (si possible) à des initiatives locales.

Les syndicats nationaux ou régionaux de journalistes, les conseils de presse et les ONG de développement des médias peuvent apporter aux journalistes le soutien dont ils ont besoin pour pratiquer un journalisme de qualité et informer leurs partenaires internationaux de toute tendance inquiétante de restriction de la liberté d'expression ou des attaques dont les journalistes font l'objet. Les instituts locaux de journalisme peuvent faire respecter les normes journalistiques internationales et les appliquer au niveau local, en donnant également aux jeunes journalistes mais aussi aux journalistes plus expérimentés la possibilité de progresser sur des périodes plus longues et d'avoir un accès à la formation continue. Les échanges réguliers avec les partenaires internationaux et régionaux sont très importants pour partager les expériences et se tenir au courant des dernières recherches et évolutions.

Dans certains pays, il peut être bien évidemment très dangereux d'être affilié à une organisation occidentale, comme c'est le cas dans de nombreux pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord, de l'ex-URSS ou d'Asie centrale. Dans la plupart des pays d'Amérique latine ou d'Asie, cependant, cela peut être perçu comme un mécanisme de protection supplémentaire, car les groupes violents qui tentent de faire taire ceux qui soutiennent la liberté d'expression ont tendance à être plus prudents dans leurs actions si une attaque les expose au niveau international.

Soutien individuel aux journalistes agressés et aux reporters en danger

Au total, ce sont 22 ONG internationales qui fournissent actuellement des subventions et un soutien moral vital aux report-

ers, cameramen (hommes et femmes) et photographes dont la vie est menacée en raison de leur travail de collecte d'informations. Ces fonds sont destinés à couvrir les frais immédiats, médicaux ou (à moyen terme) juridiques, à aider les familles des journalistes emprisonnés ou tués à trouver d'autres moyens de générer un revenu, et à couvrir les frais de voyage lorsqu'ils doivent fuir le pays. Certaines ONG fournissent également une aide non financière, en orientant les journalistes en danger vers des ONG ou des instituts de défense des droits de l'homme, ou en les recommandant pour l'attribution de prix ou de bourses.

Ce soutien financier ne sert pas seulement à alléger les soucis immédiats du journaliste ou de sa famille. Il leur envoie également un signe, à eux et à leur communauté, pour leur montrer que leur travail de diffusion d'informations essentielles est important. Il en va de même pour les prix de journalisme tels que le prix Guillermo Cano de l'UNESCO, le prix du courage en journalisme du CPJ ou le prix Rory Peck pour les cameramen free-lance.

Dans certains pays, des refuges sont prévus pour les journalistes poursuivis. De plus, un certain nombre d'universités, principalement aux États-Unis et au Royaume-Uni, ainsi que des ONG telles que la Fondation de Hambourg pour les personnes politiquement persécutées ou le PEN, offrent des bourses pour que ces journalistes puissent passer du temps dans un pays sûr.

Conclusion

Chaque pays est confronté à des opportunités et des défis différents, il n'y a donc pas de « solution bateau » lorsqu'il s'agit de trouver le meilleur moyen de soutenir les journalistes ainsi qu'un paysage médiatique libre et professionnel dans les zones de conflit, les États fragiles ou les sociétés fermées, ou lorsqu'une catastrophe naturelle détruit un pays. Néanmoins, certaines conclusions générales peuvent être tirées :

- Les écosystèmes d'information locaux, les initiatives de développement des médias existantes, les besoins des journalistes et les cadres juridiques doivent être clairement évalués. Des stratégies globales et à long terme doivent être mise en place afin que les initiatives de développement des médias aient un impact durable. L'EMI peut constituer une de ces approches globales.
- Dans les régions en conflit et post-conflit, les initiatives de développement des médias visant à renforcer les journalistes professionnels, à promouvoir un journalisme sensible aux conflits et à fournir des plateformes de discussion peuvent contribuer à la désescalade du conflit et à la réconciliation entre les factions en guerre, mais seulement si les journalistes sont conscients de leurs devoirs et responsabilités.
- Dans les sociétés fermées, le développement des médias est

quelque peu limité dans ses approches, mais possible. Les projets peuvent inclure une formation au reportage commercial ou sportif, ou encore une formation à des compétences techniques. Une autre solution consiste à soutenir les médias en exil et à former les futurs journalistes, notamment aux nouvelles technologies du journalisme, afin qu'une communauté professionnelle des médias continue d'exister et puisse éventuellement contribuer à la construction d'un paysage médiatique local libre une fois que le pays décide de s'ouvrir.

- Les évaluations des récentes opérations de secours ont montré l'importance du développement des médias après une catastrophe naturelle. Les ONG de développement des médias font désormais partie intégrante des efforts d'aide humanitaire (CDAC, « Communication avec les communautés sinistrées »), s'appuyant sur les « anciens » médias tels que la radio et les nouvelles technologies pour échanger des informations vitales avec les communautés touchées.
- Les initiatives locales, régionales et internationales doivent être coordonnées afin d'offrir des réponses complètes aux réalités complexes au niveau local qui s'étendent bien souvent au-delà des frontières de l'État donné. Il convient également d'essayer des approches régionales, qui peuvent également promouvoir un échange entre journalistes de différents pays confrontés à des problèmes similaires.

Alors que les conflits se fragmentent de plus en plus et qu'un nombre croissant de régimes autrefois considérés comme démocratiques se tournent à nouveau vers des régimes autoritaires, il convient d'essayer, d'évaluer et de partager diverses nouvelles approches du développement des médias, et ce entre tous les acteurs locaux et internationaux. L'évolution continue de nos écosystèmes d'information grâce aux rapides progrès technologiques, ainsi que les synergies des nouvelles collaborations entre les différents acteurs, en particulier le secteur technologique, fourniront de nouveaux outils à la communauté du développement des médias, comme l'ont montré les initiatives prises après les récentes catastrophes naturelles. Ces outils doivent maintenant être utilisés de manière créative.

Nous nous dirigeons vers une époque où presque tous les citoyens du monde pourront accéder à Internet depuis leur téléphone portable et produire et partager des contenus avec des millions de personnes. Le défi consistera donc à donner aux journalistes et aux citoyens ordinaires les moyens de le faire, de manière responsable et sûre, mais aussi à apprendre au grand public comment gérer ces masses d'informations, ainsi qu'à préparer les dirigeants politiques à mettre en place les cadres nécessaires. C'est seulement ainsi que les initiatives de développement des médias pourront avoir un impact positif dans les pays déchirés par la guerre, les États fragiles et les régimes autoritaires, et éventuellement prévenir de futurs conflits.

Quelques définitions pour ce rapport

État fragile

Selon l'OCDE (2013), « une région ou un État fragile a une faible capacité à remplir des fonctions de gouvernance de base, et n'a pas la capacité de développer des relations mutuellement constructives avec la société. Les États fragiles sont également plus vulnérables aux chocs internes ou externes, tels que les crises économiques ou les catastrophes naturelles ». En outre, les États fragiles se caractérisent par une certaine culture de l'impunité et des niveaux élevés de corruption. Les sociétés des États fragiles sont souvent fracturées, selon des critères sectaires, ethniques ou politiques.

Société fermée

Une société fermée est dirigée par des régimes autoritaires et répressifs, qui ont pu être élus lors d'élections démocratiques mais qui, depuis leur arrivée au pouvoir, ont restreint et opprimé les droits de l'homme et les libertés individuelles, y compris la liberté d'expression. Dans ces pays règne une répression et un harcèlement systématiquement juridique, infra-structurel et physique de ceux qui tentent d'exercer ces droits, ce qui conduit à l'autocensure et à un climat général de peur et de danger.

Journaliste citoyen

Bien que le terme « journaliste citoyen » a été critiqué et que son utilité fait l'objet d'un grand débat, il est utilisé dans ce chapitre pour décrire tous les citoyens qui contribuent à l'actualité en mettant des contenus et des images sur Internet.

Documentation

- Burgess, John. 2013. Education aux médias 2.0 :** un échantillon de programmes dans le monde entier. Washington, Centre d'assistance aux médias internationaux. Consulté le 4 août 2015. <http://www.cima.ned.org/resource/media-literacy-2-0-a-sampling-of-programs-around-the-world>
- Comité pour la protection des journalistes (CPJ). 2015.** Journalistes tués depuis 1992. Consulté le 4 août 2015. <https://cpj.org/killed>
- Deane, James. 2013.** Note d'orientation de BBC Media Action #10. Le rôle des médias et de la communication dans les États fragiles. Consulté le 4 août 2015. http://downloads.bbc.co.uk/mediaaction/policybriefing/fragile_states_policy_briefing.pdf
- Deutsche Welle Akademie. 2013.** Quel est le degré de liberté de la presse au Myanmar ? (Résumé des discussions au studio berlinois de l'ARD, Berlin, Septembre 2013). Consulté le 4 août 2015. <http://www.dw.de/myanmar-how-free-is-the-press/a-17098749>
- Deutsche Welle Akademie. 2015.** Agence de presse virtuelle en Libye. Consulté le 10 juin 2015. <http://www.dw.com/en/libya-virtual-news-agency-in-the-planning/a-18257005>
- Howard, Ross. 2003a. Document de travail 19:** Assistance internationale aux médias : un examen des activités des donateurs et des leçons apprises. La Haye, Institut Clingendael, Unité de recherche sur les conflits. Consulté le 4 août 2015. http://www.clingendael.nl/sites/default/files/20030600_cru_working_paper_19.pdf
- Howard, Ross. 2003b.** Le journalisme sensible aux conflits: un manuel de Ross Howard. Copenhague, International Media Support et IMPACS. Consulté le 4 août 2015. <http://www.media-support.org/publication/conflict-sensitive-journalism>
- Howard, Ross. 2009.** Journalism sensible aux conflits : cours sur l'État de l'art pour les journalistes et les formateurs en journalisme. Paris, UNESCO. Consulté le 4 août 2015. <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001869/186986e.pdf>
- International Freedom of Expression exchange (IFEX). 2015.** Qu'est-ce que l'impunité ? Consulté le 4 août 2015. <http://daytoendim-punity.org/impunity>
- International Media Support (IMS). 2015.** Myanmar. Consulté le 4 août 2015. <http://www.mediasupport.org/areas/asia/myanmar>
- Kharas, Homi et Andrew Rogerson. 2012. Horizon 2025:** Destruction créative dans l'industrie de l'aide humanitaire. Londres, Overseas Development Institute. Consulté le 4 août 2015. <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7723.pdf>
- Media in Cooperation and Transition (MiCT). 2015.** Travaux en cours 2014/2015. Berlin: MiCT. Consulté le 4 août 2015. http://www.mict-international.org/wp-content/uploads/2015/05/MiCT_WorkInProgress_2014-15.pdf
- Myers, Mary. 2012.** Soutien aux médias lorsque les libertés et les droits des médias sont restreints: qu'est-ce qui fonctionne, et pourquoi ? Rapport de synthèse global. Londres, BBC Media Action. Consulté le 4 août 2015. <http://downloads.bbc.co.uk/mediaaction/pdf/global-synth.pdf>
- Nelson, Ann et Ivan Sigal. 2010.** Médias, systèmes d'information et communautés : leçons de Haïti. Miami, CDAC, Internews et la Fondation Knight. Consulté le 4 août 2015. http://www.knightfoundation.org/media/uploads/publication_pdfs/KF_Haiti_Report_English.pdf
- OECD. 2013. États fragiles 2014:** mobilisation des recettes intérieures dans les États fragiles. Réseau international de la Direction de la coopération pour le développement (DCD) de l'OCDE sur les conflits et la fragilité. Consulté le 4 août 2015. <http://www.oecd.org/dac/governance-peace/conflictandfragility/docs/FSR-2014.pdf>
- Podesta, Don. 2014.** Le journalisme d'affaires prospère, même dans les régimes répressifs. Washington, Centre d'assistance aux médias internationaux. Consulté le 4 août 2015. <http://www.cima.ned.org/wp-content/uploads/2014/03/Business-Journalism-Thrives-percentage2percent80percent94Even-Under-Repressive-Regimes.pdf>
- Puddephatt, Andrew. 2006.** Les voix de la guerre, Copenhague, International Media Support (IMS). Consulté le 4 août 2015. <http://www.mediasupport.org/wp-content/uploads/2012/11/ims-voices-of-war-2006.pdf>
- Puddephatt, Andrew. 2010.** Les lignes directrices de l'ASDI pour le développement des médias. Stockholm, ASDI. Consulté le 4 août 2015. http://www.sida.se/contentassets/baa62bd4ea9b45b9a92dec5085e20ab4/sidas-guide-lines-for-media-development_3049.pdf
- Putzel, James et Joost van der Zwan. 2006.** Pourquoi les modèles de développement des médias ne fonctionnent pas dans les États en crise : définir et comprendre le développement des médias dans les États post-conflit et post-crise. Londres, recherche en ligne sur le site de la LSE. Consulté le 4 août 2015. <http://eprints.lse.ac.uk/837/1/MEDIA.REPORT.pdf>

- Rehmat, Andnan. 2006.** Crises et opportunités dans la sphère publique: leçons apprises des zones propices aux tremblements de terre du Pakista, in Harvey, Mark (Ed.) Questions relatives aux médias. Londres, Internews Europe et FMMD. Consulté le 4 août 2015. <http://internews.org/sites/default/files/resources/mediamatters.pdf>
- Reineck, Dennis et Jan Lublinski. 2015.** Education aux médias et à l'information : une approche fondée sur les droits de l'homme dans les pays en développement. Bonn, Deutsche Welle Akademie. Consulté le 19 novembre 2015. <http://www.dw.com/popups/pdf/49014588/discussion-paper-media-information-literacy-pdf.pdf>
- Reporter sans Frontières (RSF). 2014.** La journaliste azerbaïdjanaise Khadija Ismailova placée en détention provisoire. Consulté le 4 août 2015. <http://en.rsf.org/azerbaijan-two-months-preventive-detention-05-12-2014,47349.html>
- Ristow, Bill. 2011.** Les médias indépendants en exil. Washington, CIMA. Consulté le 4 août 2015. http://www.cima.net.org/wp-content/uploads/2015/02/CIMA-Exile-Media_06-15-11.pdf
- Simon, Joel. 2015a.** La nouvelle censure : au cœur de la bataille mondiale pour la liberté des médias. New-York, Columbia University Press.
- Simon, Joel. 2015b.** La nouvelle censure : au cœur de la bataille mondiale pour la liberté des médias (Discussion sur le livre au Frontline Club, Londres, le 19 mars 2015). Consulté le 4 août 2015. <http://www.frontlineclub.com/the-new-censorship-and-the-global-battle-for-press-freedom>
- Stringer, Rebecca. 2014.** Note d'orientation de la BBC Media Action #12 : Le pouvoir de la parole : médias et responsabilité dans trois pays africains. Londres, BBC Media Action. Consulté le 4 août 2015. http://downloads.bbc.co.uk/mediaaction/pdf/policybriefing/power_of_talk_policy_briefing.pdf
- Stroehlein, Andrew. 2006.** Le développement des médias dans des environnements difficiles : l'Ouzbékistan après la répression d'Andijan, in Harvey, Mark (Ed.), Questions relatives aux médias. Londres, Internews Europe et FMMD. Consulté le 4 août 2015. <http://internews.org/sites/default/files/resources/mediamatters.pdf>
- UNESCO. 2004.** Déclaration de Belgrade. Soutien aux médias dans les zones de conflit violent et dans les pays en transition. Consulté le 4 août 2015. <http://www.unesco.org/new/en/unesco/events/prizes-and-celebrations/celebrations/international-days/world-press-freedom-day/previous-celebrations/worldpressfreedom-day2009000000/belgrade-declaration>
- UNESCO. 2012.** Stratégie de mise en œuvre 2013-2014. Plan d'action des Nations unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité. Consulté le 4 août 2015. http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/official_documents/Implementation_Strategy_2013-2014_01.pdf
- UNESCO. 2015.** Déclaration de Riga. Consulté le 4 août 2015. http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/WPFD/riga_declaration_en.pdf
- Wall, Imogen. 2012.** Note d'orientation de la BBC Media Action #6 : Toujours dans l'ombre ? Comment les personnes en situation d'urgence utilisent les communications pour survivre, et comment les associations d'aide humanitaire peuvent aider. Londres, BBC Media Action. Consulté le 4 août 2015. <http://www.bbc.co.uk/mediaaction/publications-and-resources/policybriefings/policy-still-left-in-the-dark>

-  DWAkademie
-  @dw_akademie
-  dw.com/newsletter-registration
-  dw.com/mediadev

dw-akademie.com

La DW Akademie est le centre de la Deutsche Welle pour le développement international des médias, la formation journalistique et le transfert de connaissances. Nos projets renforcent le droit humain à la liberté d'expression et à un accès sans entrave à l'information. La DW Akademie donne à des gens du monde entier les moyens de prendre des décisions indépendantes, fondées sur des faits fiables et un dialogue constructif.

La DW Akademie est un partenaire stratégique du Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), et travaille également sur des projets financés par le Ministère allemand des Affaires étrangères et l'Union européenne, et ce dans une cinquantaine de pays émergents et en développement.



Made for minds.